



Paris la Défense, le 26 février 2009

Communiqué de presse

de la coordination des syndicats CGT du Groupe TOTAL

Total restructure son raffinage français

A l'attention de la presse écrite et parlée

La direction du groupe Total profite de la crise économique et financière mondiale pour restructurer son raffinage français.

A grands renforts de communication, la direction du groupe Total vient de signer un partenariat avec le Ministère de la Défense pour le reclassement dans le secteur privé des personnels civils et militaires quittant les armées.

Au même moment, un Comité Central d'Entreprise extraordinaire du Raffinage Marketing est convoqué le 10 mars 2009 sur un projet de restructuration du raffinage en France.

La CGT, sans remettre en cause la nécessité de reclasser les militaires ayant servi la patrie sous les drapeaux, dénonce non pas le partenariat mais la coïncidence de sa signature avec la destruction de près de 500 emplois au sein du groupe Total (en ajoutant les 216 suppressions au sein d'Hutchinson).

200 à 300 suppressions d'emploi seraient envisagées, avec plusieurs fermetures d'unités de fabrication au sein des raffineries françaises du Groupe, assorties d'un plan de sauvegarde de l'emploi restant à négocier.

Moins de huit jours après la publication de ses résultats financiers exponentiels 2008, à hauteur de 13,9 milliards d'euros, la Direction générale du groupe Total décide de supprimer des emplois et tente de les justifier au travers d'un dossier et son argumentaire économique qui sera dévoilé aux représentants du personnel uniquement le jour du CCE.

Avant cette date, le spectre de la fermeture d'installations plane sur l'ensemble des salariés du Raffinage du groupe Total les laissant dans l'expectative.

Contact : Charles FOULARD – Portable : 06.25.50.48.04

La justification avancée par la Direction sur cette restructuration dans le raffinage serait l'augmentation des excédents d'essence européens consécutivement à la diminution drastique des exportations vers les Etats-Unis. La CGT rappelle qu'en novembre 2008, la Direction démentait l'imminence d'une telle restructuration.

Depuis des années, la CGT dénonce l'absence d'investissements pour disposer d'un outil de raffinage qui réponde aux besoins de la population : la France est structurellement déficitaire en diesel, obligée de l'importer de Russie, tout en exportant le trop plein d'essence vers les USA.

Les salariés n'ont pas à payer les conséquences du choix de gestion orienté vers la rentabilité financière. Pour la CGT, cette restructuration est injustifiable et inacceptable. Que ça soit l'Agence Internationale de l'Energie ou l'Institut Français du Pétrole, tous s'accordent à dire que si le ralentissement économique d'aujourd'hui conduit à une diminution de consommation des produits pétroliers, la fermeture d'installations de raffinage et la remise en cause de nouvelles constructions de raffineries dans le monde conduira en sortie de cette crise économique à une situation de sous capacité de raffinage qui conduira à de fortes tensions sur les prix. Tension visiblement souhaitée par les pétroliers au regard des profits générés au cours du premier semestre de l'année 2008 réalisés au détriment des consommateurs.

En 2007 les excédents d'essence européens s'élevaient à 35 millions de tonnes et le marché américain importait jusqu'alors 42 millions de tonnes d'essence.

Total profite incontestablement de la crise économique pour restructurer son raffinage sans remettre en cause, loin s'en faut, la construction de la raffinerie de Jubail de 20 millions de tonnes de capacité et sans cacher ses velléités de développement au Moyen-Orient et en Asie.

Le raffinage du groupe Total en France, c'est six raffineries de 55 millions de tonnes/an de capacité de traitement de brut (Donges, Grandpuits, Feyzin, Flandres, Normandie, Provence) auxquelles il faut ajouter la participation à hauteur de 40 % dans la raffinerie de SRD de Dunkerque. Participation que le groupe Total s'apprête à céder à un géant du BTP : la société Colas filiale du groupe Bouygues.

La Coordination des syndicats CGT du groupe Total appelle l'ensemble des salariés et organisations syndicales à la résistance pour s'opposer à ces restructurations. Avec comme première étape, un appel à la grève de 24 heures dans l'ensemble des raffineries du groupe Total, le 19 mars prochain, dans le cadre de la journée nationale d'action interprofessionnelle.

Charles FOULARD

Coordinateur CGT Groupe TOTAL

Contact : Charles FOULARD – Portable : 06.25.50.48.04